

● (3.40 p.m.)

**M. l'Orateur:** A l'ordre, je vous prie. Je dois, à regret, informer le député que son temps de parole est écoulé.

**M. Hylliard Chappell (Peel-Sud):** Monsieur l'Orateur, à mon avis, de nombreuses propositions du Livre blanc sur la fiscalité sont excellentes—cela ne fait aucun doute—mais elles peuvent être améliorées. Un gain authentique de capital doit sûrement être considéré comme un revenu. Personne ne conteste que le coût des soins infantiles et les cotisations d'assurance-chômage devraient être déductibles. Même si cette position semble judicieuse au point de vue fiscal, il s'agit en réalité d'un document visant à apporter un changement social, mais il semble avoir été rédigé par des économistes qui n'auraient pas consulté de sociologues. Il est douteux qu'on ait songé suffisamment à son effet à longue portée sur la société, car cette ligne de conduite, bien que raisonnée, s'applique en majeure partie au transfert du fardeau fiscal d'un groupe à un autre qui est déjà lourdement chargé.

Je voudrais citer certaines statistiques. Ensemble, les gouvernements canadiens espèrent percevoir et dépenseront cette année environ 27.6 milliards, dont 7.8 milliards seront tirés de l'impôt sur le revenu. Le Bureau fédéral de la statistique a signalé qu'en 1967, deux millions et demi de salariés touchaient de \$5,000 à \$10,000 ou 46 p. 100 du revenu et versaient 44 p. 100 de l'impôt global sur le revenu. Un groupe beaucoup plus petit de 500,000 ou de 7.5 p. 100 du total avaient des revenus au-dessus de \$10,000 et payaient 35 p. 100 des impôts globaux sur le revenu, tandis que les impôts pour les catégories supérieures atteignaient jusqu'à 80 p. 100. La proposition vise à tirer davantage de ce groupe en traitant les gains en capital comme un revenu. En vertu du projet de réforme, les impôts resteraient les mêmes pour 820,000 personnes, disparaîtraient dans le cas de 750,000, diminueraient pour 3,100,000 et augmenteraient pour environ 3 millions.

Le principe fondamental du document au sujet de l'impôt sur le revenu personnel se trouve aux paragraphes 1.6, 1.9 et 1.19.

Le paragraphe 1.6 se lit comme suit:

Pour entreprendre cette réforme, le gouvernement s'est fondé sur un certain nombre d'objectifs et de normes. Ceux-ci comprennent une répartition équitable du fardeau fiscal en fonction de la faculté contributive; une croissance économique et une prospérité soutenues;

Et voici ce que dit l'alinéa 1.19:

Plus que tout autre impôt, l'impôt sur le revenu des particuliers peut s'adapter exactement au revenu de l'individu et aux circonstances qui affaiblissent sa faculté contributive...

Voici ce que dit l'alinéa 1.9:

Il n'existe aucune règle unique ou simple de relèvement des taux d'imposition suivant l'échelle des revenus dont on puisse dire qu'elle est «la bonne». C'est une question d'opinion, de jugement.

Le critère semble être la capacité de payer et la reconnaissance des besoins sociaux actuels, mais compte tenu d'une expansion économique régulière et d'une prospérité soutenue.

Les exemptions d'impôt dont vont bénéficier 750,000 personnes et les réductions accordées à 3.1 millions d'autres constituent un but admirable et, à mon avis, réaliste. Tous les députés voudraient bien, j'en suis sûr, que nous puissions nous permettre d'exempter de l'impôt ou de réduire les impôts d'un plus grand nombre encore, mais pour souhaitable que ce soit et tout en reconnaissant qu'il faudra y venir, pouvons-nous le faire en haussant les impôts du contribuable moyen? J'accepte le principe, mais le moment de l'appliquer me semble mal choisi. Depuis quand chargeons-nous un bus au point de l'empêcher de se rendre à destination?

Cet été, j'ai voyagé dans des pays communistes. En Bulgarie, en particulier, il était évident que l'État s'était emparé de toutes les fortunes. Ensuite, on a partagé le gâteau et chacun en a eu sa part, mais il ne restait de capitaux à personne et personne n'avait le goût de fournir plus d'argent. Évidemment, on avait tué la poule aux œufs d'or. Maintenant, la Bulgarie est dans le pétrin, elle mendie des dollars aux touristes, mais plus personne n'a de capitaux ou l'esprit d'initiative qu'il faudrait pour créer l'industrie touristique souhaitée.

La classe moyenne et 7.5 p. 100 des gens riches versent actuellement de très fortes contributions pour assurer des pensions de vieillesse à leurs propres parents et à tous les autres, de même que des allocations familiales et d'autres avantages sociaux à eux-mêmes et au reste de la population. Il paient, en outre, des impôts pour réduire la disparité régionale dans les régions pauvres du pays.

Tout humaine et louable que soit l'intention de diminuer les impôts et d'accroître les services sociaux, est-ce juste d'alourdir la charge de la classe moyenne? Celle-ci doit-elle se décharger de ce fardeau accru maintenant ou y a-t-il une autre solution? Ne pouvons-nous pas dire: voici notre objectif, voici nos priorités? En devenant plus habiles et en apprenant à économiser à mesure qu'augmente le revenu national, nous accomplirons ces choses dans l'ordre suivant. Notre produit national brut et, partant, notre assiette fiscale, augmenteront forcément de beaucoup. La population active et, partant, le nombre de contribuables, s'accroissent rapidement. Les salaires et, par-